

BRESIL : FICHE PAYS – DECEMBRE 2024

Catégorie OCDE (2024) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB/Ba1/BB

Monnaie locale : Réal (BRL) / Régime de change : flottant

Horizon neutralité climat : 2050



FORCES

- Economie diversifiée, taille du marché interne
- Matières premières agricoles / énergétiques abondantes
- Réserves en devises importantes
- Amélioration du climat des affaires

FAIBLESSES

- Situation des finances publiques
- Insuffisance en termes d'infrastructures
- Exposition aux fluctuations des cours de matières premières
- Secteur industriel peu compétitif

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : la croissance est comprise entre +3,1 et +3,3% en 2024 (après +2,9% en 2023), tirée par le dynamisme du secteur de services et de la consommation privée, qui bénéficie de la résilience du marché du travail et de la hausse des revenus des ménages. Pour 2025, les perspectives de croissance sont plus modérées, autour de 1,8% à 2,2%. La hausse des pressions inflationnistes conduit la banque centrale à poursuivre sa politique de durcissement monétaire initié en septembre, pouvant freiner la reprise de l'investissement observée en 2024 (via la hausse du coût du crédit). La consommation des ménages pourrait également ralentir. Sur le front externe, les perspectives d'exportations agricoles (soja, maïs) et d'énergie (pétrole) restent favorables.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Après le creusement du solde public à -8,9% du PIB en 2023 (-2,3% pour le solde primaire – i.e. hors charge d'intérêt), les engagements en matière de réduction du déficit primaire (fixé à 0%, +/-0,25% du PIB) pourraient ne pas être atteints en 2024 comme en 2025. Un plan d'ajustement (coupes dans les dépenses) était attendu mais les mesures annoncées par le gouvernement semblent insuffisantes pour limiter le dérapage des comptes publics et la hausse de la dette, qui a augmenté (78,6% du PIB en octobre 2024 après 74,4% du PIB en 2023). Bien que la dette publique soit détenue majoritairement par le marché domestique (87% du total en octobre 2024), le coût de son service est élevé et en hausse.
- **Vulnérabilité extérieure** : le niveau de vulnérabilité externe demeure relativement faible au Brésil. Le déficit courant est prévu quasi stable, autour de 1,4% du PIB, soutenu par les surplus commerciaux. Les entrées d'IDE couvrent aisément le déficit courant du pays. Les réserves en devises demeurent élevées (366 Md \$ en octobre 2024). Le réal brésilien a eu cependant tendance à se déprécier en 2024 (environ -18% face au dollar), pénalisé en particulier par la méfiance des investisseurs vis-à-vis de la capacité du gouvernement à maîtriser ses finances publiques, favorisant ainsi la sortie des capitaux du pays. La politique de la nouvelle administration Trump, ainsi que des meilleures perspectives pour l'activité américaine à court terme, pourraient contribuer au renforcement du dollar et peser également sur l'évolution du BRL en 2025.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire reste solide et ne présente pas de risques pour la stabilité du système financier.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : le gouvernement a réussi à faire approuver certaines réformes clés (réforme fiscale en 2023 en particulier, qui simplifie la fiscalité). D'autres réformes d'envergure, telles que la deuxième phase de la réforme fiscale qui touchera les revenus, seraient présentées dès 2025.
- **Climat des affaires** : il est en amélioration constante grâce aux nombreuses mesures pour réduire la complexité fiscale (réforme fiscale), les coûts de transaction (technologies numériques), ainsi que le risque de change (mécanisme de protection). L'insuffisance d'infrastructures et un niveau de corruption encore élevé continuent cependant de pénaliser le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le gouvernement Lula a signé divers décrets visant à renforcer la protection de l'Amazonie. Pour le secteur de l'énergie, les tendances de la production d'énergie renouvelable sont positives avec une augmentation constante des capacités éoliennes et solaires. Le pays reste par ailleurs vulnérable au changement climatique, en témoigne la catastrophe (inondations) dans l'Etat du Rio Grande do Sul, fin avril 2024.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Pétrole	14,4%	Combustibles	14,1%	Chine	29,9%	Chine	21,6%
Soja	13,9%	Machines, appareils mécan.	13,4%	Etats-Unis	11,4%	Etats-Unis	17,6%
Minerais de fer	12,5%	Machines, appareils élect.	12,4%	Argentine	4,4%	Allemagne	5,4%
Viandes (bovin, poulet, porc)	6,9%	Voitures	6,7%	Pays-Bas	3,6%	Argentine	5,2%
Fonte, fer et acier	4,7%	Engrais	6,5%	France (21ème)	1,0%	France (11ème)	2,2%

Source: Cnucead

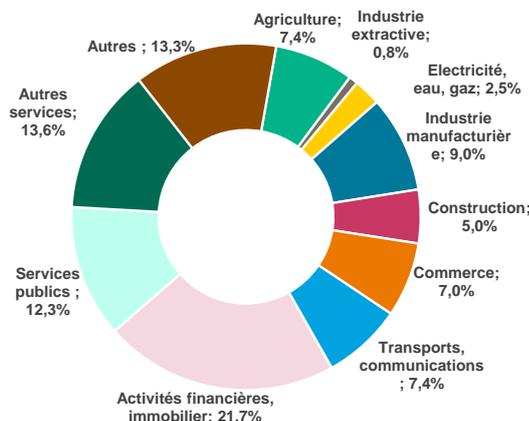
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

BRESIL	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	1 476	1 671	1 952	2 174	2 188	2 307
<i>Rang PIB mondial</i>	7	7	9	9	8	9
Population (Mns)	209,2	210,1	210,9	211,7	212,5	213,3
<i>Rang Population mondiale</i>	5	5	5	5	5	6
PIB / habitant (USD)	7 057	7 952	9 256	10 268	10 296	10 815
Croissance PIB (%)	-3,3	4,8	3,0	2,9	3,3 ^D	2,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,2	8,3	9,3	4,6	4,6	4,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	25,0	25,1	25,3	24,1	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB) ^D	86,9	77,3	71,7	74,4	78,2	81,7
Solde public (% PIB) ^D	-13,3	-4,3	-4,7	-8,6	-7,6	-8,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	21,7	23,9	25,9	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-1,9%	-2,8%	-2,5%	-1,3%	-1,4%	-1,5%
IDE (% du PIB)	2,8%	1,8%	2,1%	1,8%	2,2%	2,6%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	23,6	16,7	12,8	15,0	13,8	12,8
Dettes extérieures totales (% PIB)**	37%	34%	29%	27%	28%	27%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	4,7%	4,7%	3,5%	NA	NA	NA
Taux de change	5,2	5,4	5,2	5,0	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	19,1	18,4	17,5	17,9	NA	NA
Taux de NPL	1,9	2,1	2,6	2,8	NA	NA
ROE	11,7	14,9	15,3	13,7	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	125	131	121	134	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	124	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	91	89	93	93	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	72	72	68	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	46	52	58	56	7	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI (Weo avril 2023), *Banque Mondiale, **Oxford Economics

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Banque centrale brésilienne, 2024-2025 prévisions banques locales

Brésil : Ventilation sectorielle du PIB (2023)



Source : IBGE

1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers un ralentissement de l'activité en 2025**

En 2024, la croissance serait comprise entre **+3,1%** et **+3,3%** selon les dernières prévisions (après +2,9% en 2023). Contrairement aux prévisions de marché en début d'année, les incertitudes autour de l'impact sur l'activité des inondations au printemps dans l'Etat du Rio Grande do Sul (4^{ème} PIB du pays) ont été limitées.

L'activité a été particulièrement dynamique au **T2 2024** (+1,4% en t/t, après +1% au T1 2024) et mieux orientée qu'attendu au **T3** (+ 0,9% en t/t). Le dynamisme du secteur des services, ainsi que la consommation des ménages, favorisée par la résilience du marché du travail¹ et la hausse des revenus, ont soutenu l'activité. Les revenus ont notamment bénéficié de la hausse du salaire minimum, des divers programmes sociaux en cours, ainsi que du paiement des injonctions judiciaires « *precatórios*² » de fin 2023.

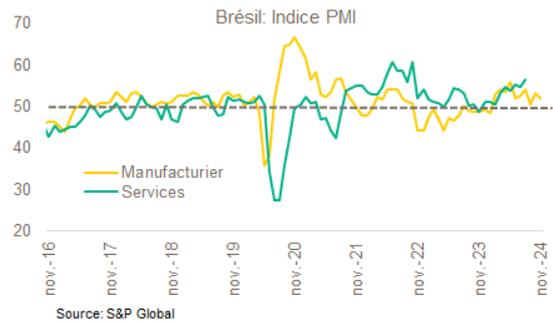
La reprise des tensions inflationnistes, en lien avec la demande soutenue et la hausse des prix alimentaires et de l'électricité³ pourrait cependant conduire à un ralentissement de l'activité au T4 2024.

Pour 2025, les perspectives d'activité sont plus modérées, comprises entre **+1,8%** et **+2,2%** à ce stade⁴. Les anticipations d'inflation plus élevées pour 2025 contraignent la banque centrale à poursuivre le durcissement monétaire.

La hausse des taux devrait contraindre l'investissement en 2025. Les incertitudes autour des nouvelles mesures budgétaires annoncées par le gouvernement (Cf. partie 2) sont aussi source d'inquiétude pouvant affecter la confiance des investisseurs et l'évolution de la monnaie.

Sur le front externe, le volume des matières premières agricoles exportées resterait en revanche satisfaisant, bénéficiant de conditions climatiques plus clémentes (absence prévue d'impact d'El Nino en 2025). Le dynamisme de la production et des exportations de pétrole devrait par ailleurs se poursuivre et compenser en partie une éventuelle modération des prix. Les difficultés du secteur immobilier chinois pourraient cependant pénaliser les exportations de minerai de fer du pays (3^{ème} produit d'exportation).

Enfin, la confiance dans l'industrie a eu tendance à s'infléchir récemment mais l'indicateur reste en zone d'expansion depuis le début de l'année, tandis que le climat est bien orienté dans les services (Cf. graphique ci-après).

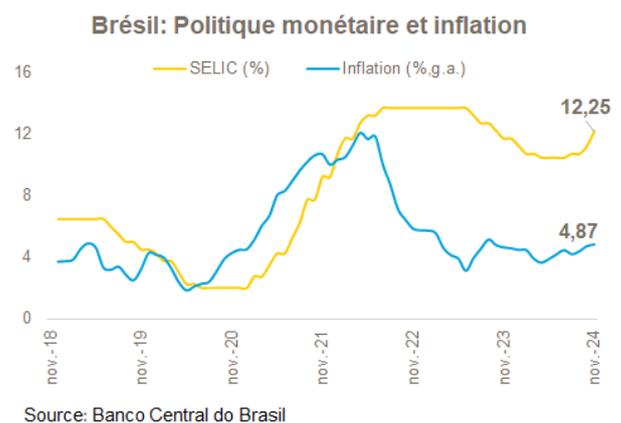


- **La hausse du taux directeur (SELIC) devrait se poursuivre**

Face à la hausse de l'inflation, la banque centrale brésilienne a initié un processus de durcissement monétaire dès le mois de septembre.

L'inflation atteint 4,9% en g.a. en novembre 2024 et les anticipations de marché tablent sur une inflation à 4,8% en fin d'année 2024, soit au-dessus de la cible de +3%. Dans ce contexte, la banque centrale a encore réhaussé son taux directeur de 100 pbb en décembre 2024, portant ainsi le SELIC à 12,25% en fin d'année 2024.

En 2025, les pressions inflationnistes resteraient élevées, au moins sur la première partie de l'année, sous l'effet de la dépréciation du taux de change (cf. Partie 3), la hausse de la taxe sur les carburants (ICMS) prévue pour février 2025, ainsi que des prix alimentaires qui resteraient élevés (viande en particulier). La politique budgétaire expansionniste alimente également la hausse demande interne (consommation) et nourrit l'inflation. Dans ce contexte, **de nouvelles hausses du taux directeur ne sont pas à écarter. Le Consensus de marché plus récent⁵ table sur un SELIC à 14% en fin d'année 2025.**



- **Un secteur bancaire solide**

Le système bancaire brésilien est diversifié et conforme aux standards internationaux. Dans

¹ Le taux de chômage atteint 6,9% au T2 2024, soit un niveau historiquement bas.

² Les « precatórios » sont des injonctions de paiement qui contraignent les institutions publiques (Etat et collectivités locales) à payer des dettes à l'égard de particuliers, d'entreprises et d'Etats, à la suite de décisions judiciaires définitives.

³ Le manque de pluies et un hiver avec des températures plus élevées ont contraint le pays à activer ses centrales thermoélectriques, augmentant les coûts de fonctionnement du système électrique.

⁴ A noter que l'activité économique au Brésil n'a cessé de surprendre à la hausse ces trois dernières années.

⁵ FOCUS du 16/12/2024.



l'ensemble, la stabilité financière du pays n'est pas menacée grâce à la solidité des ratios de liquidité, rentabilité et solvabilité.

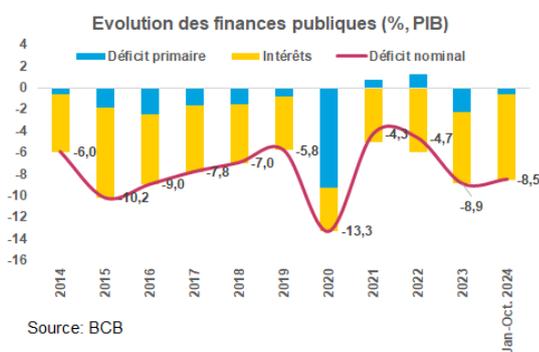
Les niveaux de capitalisation du secteur bancaire restent confortables et au-dessus des minimums réglementaires. Les stress tests menés par le régulateur ont par ailleurs montré que les banques disposent de suffisamment de capital pour absorber les pertes et maintenir leurs ratios de capitalisation au-dessus des minimums réglementaires.

La rentabilité des fonds propres (ROE) est par ailleurs en hausse à 15,1% en juin 2024 (contre 13,6% en juin 2023). Le taux de NPL reste par ailleurs modéré à 3,2% en octobre 2024.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Des mesures jugées insuffisantes pour respecter les engagements en matière de réduction du déficit primaire**

Pour mémoire, le déficit public primaire (i.e. hors charge d'intérêt) consolidé a atteint **-2,3% du PIB en 2023** (après un surplus primaire de +1,2% en 2022), marquant ainsi un retournement de tendance. **La dégradation des finances publiques était prévue**, résultant d'une hausse des dépenses, en particulier sociales et d'investissement, promise pendant la campagne électorale du président Lula⁶. Au total, le solde public s'est creusé à **-8,9% du PIB** (après -4,7% du PIB en 2022), **également affecté par la hausse des dépenses d'intérêt (6,6% du PIB contre 5,9% en 2022).**



Pour 2024 en revanche, un retour à la discipline budgétaire était prévu et l'objectif de solde primaire à l'équilibre (+/- 0,25 pt de PIB) a été maintenu⁷. Sur les 10 premiers mois de l'année, le déficit primaire consolidé atteint -0,59% du PIB, soit un niveau supérieur à la bande limite fixée par le gouvernement à +/-0,25% du PIB. La plupart des **analystes locaux** (banques privées notamment) **sont sceptiques quant à la concrétisation des objectifs fixés pour 2024.**

⁶ De plus, le gouvernement a décidé de régler les « precatórios » qui avaient été repoussés à 2026 par le précédent gouvernement, pesant davantage sur l'évolution du déficit primaire de 2023. Les « precatórios » sont des injonctions de paiement qui contraignent les institutions publiques (Etat et collectivités locales) à payer des dettes à l'égard de particuliers, d'entreprises et d'Etats, à la suite de décisions judiciaires définitives.

⁷ Le cadre budgétaire initial prévoyait un résultat primaire à l'équilibre en 2024, suivi de surplus primaires de +0,5% du PIB en 2025 et de

De plus, **face à la hausse prévue des dépenses primaires pour 2025, le risque de non-respect des objectifs budgétaires semble de plus en plus plausible**, d'autant plus que l'activité est prévue plus modérée, contribuant ainsi à la baisse de confiance des investisseurs. Celle-ci s'est traduite par une dépréciation du réal brésilien (Cf. partie 3).

Dans ce contexte, un plan d'ajustement (coupes des dépenses) **était attendu, mais les mesures annoncées par le gouvernement**, fin novembre, **semblent insuffisantes pour limiter le dérapage des comptes publics et l'évolution de la dette.** Cela a conduit à une chute du BRL qui a dépassé la barre symbolique de 6 BRL pour 1 USD, soit son plus faible niveau historique.

Alors que le gouvernement prévoit d'économiser 70 Md BRL sur les deux prochaines années (via notamment le changement de calcul pour l'indexation du salaire minimum, la lutte contre la fraude dans les programmes sociaux, la réforme de l'Armée notamment), **il a aussi annoncé le relèvement du seuil d'imposition des revenus à 5000 BRL à partir de 2026** (contre 2824 BRL actuellement⁸), soit un manque à gagner pour l'Etat estimé à 35 Md BRL. En contrepartie, les personnes disposant de revenus supérieurs à 50.000 BRL/mois devront s'acquitter d'un taux d'imposition minimum de 10% sur l'ensemble de leurs revenus. Ce changement nécessite cependant une approbation au préalable du Congrès, ce qui n'est pas acquis.

Bien qu'une révision des tranches d'imposition soit nécessaire, pour tenter notamment de réduire les inégalités sociales très prégnantes dans ce pays, **cette annonce met en doute la capacité et la volonté du gouvernement d'équilibrer les comptes publics.**

- **Poursuite de la hausse de la dette publique sur les prochaines années**

Selon les données de la banque centrale⁹, **le ratio de dette publique/PIB est en progression à 78,6% en octobre 2024** (contre 74,4% en décembre 2023). Compte tenu de la révision à la baisse des objectifs budgétaires, la dette devrait continuer à augmenter sur les 2 prochaines années.

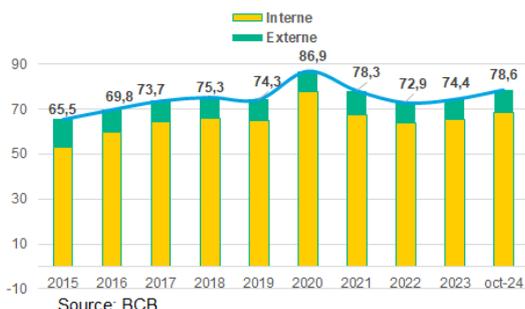
+1% du PIB en 2026 (+/- 0,25% du PIB). Les objectifs pour 2025 et pour 2026 ont cependant été révisés à la baisse, à 0% du PIB en 2025 (+/-0,25% comme pour 2024) et à 0,25% du PIB pour 2026 (contre 1% du PIB, +/-0,25% précédemment).

⁸ Soit 2 fois le salaire minimum en vigueur.

⁹ A la différence du FMI, la Banque centrale n'intègre dans le calcul de la dette publique que la part des titres « *títulos livres* » émis par le Trésor mais cédés sur le marché.



Evolution de la dette publique (% PIB)



La dette publique est majoritairement domestique (87% du total en octobre 2024) mais son coût de refinancement tend à progresser, tiré par l'inflation et la hausse du SELIC. Les intérêts de la dette versés s'élevaient ainsi à 7,9 % du PIB sur les dix premiers mois de l'année (après 6,6% du PIB sur l'ensemble de l'année 2023).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- Un déficit courant relativement stable

En 2024, l'excédent commercial devrait un peu se réduire autour de 75 Md\$, environ 3,4% du PIB (après 99 Md\$ en 2023), soit une baisse d'environ 24% par rapport à 2023. Cette évolution s'explique par le dynamisme des importations +16,7% (en volume) sur les 10 premiers mois d'année, tandis que les exportations n'ont augmenté de +4,2% sur cette même période. Les exportations extractives (pétrole en particulier) sont les premiers produits d'exportations, suivi par les matières premières agricoles (soja en particulier) et les métaux (minerai de fer). Le continent asiatique (la Chine en particulier), avec près du tiers des exportations, est le principal client du pays.

Le solde courant est prévu déficitaire, autour de -1,4% du PIB en 2024, tiré par le déficit de la balance des services et des revenus (après -1,3% du PIB en 2023). En 2025, le déficit courant resterait relativement stable, prévu autour de 1,5% du PIB.

- Les flux d'IDE continuent d'assurer le financement externe du pays

L'économie brésilienne est dépendante de l'afflux de capitaux extérieurs pour assurer son financement.

Les flux d'IDE nets ont atteint 66 Md\$ sur les 10 premiers mois de l'année 2024, soit près de 3% du PIB (après 63,8 Md\$ sur la même période l'an passé). Ces flux sont suffisants pour financer le déficit courant du pays et continuent à jouer un rôle essentiel pour garantir l'équilibre financier du pays compte tenu notamment du niveau plutôt faible de l'épargne domestique (15,4 % du PIB en 2023).

- L'endettement externe demeure limité

La dette externe brésilienne s'élève à 741 Md USD en juin 2024, dont 35% constituée par des prêts intra-entreprises et 16% des titres de créances négociables¹⁰. La part de la dette du gouvernement central et de la banque centrale dans le total de la dette externe brute du pays est relativement faible, à 11,1% en juin 2024. Les réserves en devises du pays contribuent à la maîtrise du risque de liquidité externe. Elles s'élevaient à 366 Md\$ en octobre 2024, soit un montant supérieur à la dette brute externe totale du pays (360Md\$, hors prêts intra-entreprises et créances négociables) et sont suffisantes pour couvrir les échéances de la dette externe publique et privée du pays.

- Affaiblissement du BRL face à l'USD

Le réal s'est déprécié d'environ 18% face au dollar depuis le début de l'année et s'échange autour de 5,986 BRL pour 1 USD fin novembre (contre 4,912 BRL/USD en janvier). Cette évolution est d'une part liée à la hausse de la perception du risque souverain en raison de la dégradation prévue des comptes publics (cf. Partie 2). Les mesures d'ajustement budgétaire annoncées en novembre ont semblé par ailleurs peu crédibles et insuffisantes pour limiter l'évolution de la dette, favorisant les sorties de capitaux du pays et ce, malgré le durcissement de la politique monétaire initié depuis septembre. D'autre part, côté externe, la solidité de la croissance américaine et de ses perspectives, ainsi que la politique de la nouvelle administration Trump, attendue inflationniste et budgétairement accommodante, exercent une pression à la hausse sur les rendements à long terme des bons du Trésor américain et renforcent le dollar. La banque centrale brésilienne dispose cependant de réserves en devises confortables qui placent le Brésil en position favorable pour résister aux chocs externes et soutenir le réal si besoin.

Evolution du BRL face au USD



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- Un agenda de réformes en progression

Malgré un environnement politique encore polarisé, le gouvernement brésilien a réussi à faire approuver certaines réformes clés, comme la réforme fiscale tant attendue¹¹. Cette réforme, dont la mise en

¹⁰ Il s'agit de la part des titres de créances négociables émis et remboursés en BRL, mais détenus par les non-résidents.

¹¹ Cette dernière vise à modifier le système de taxes sur la production et la consommation et propose notamment la création d'une taxe double sur la valeur ajoutée (TVA) qui remplacerait 5



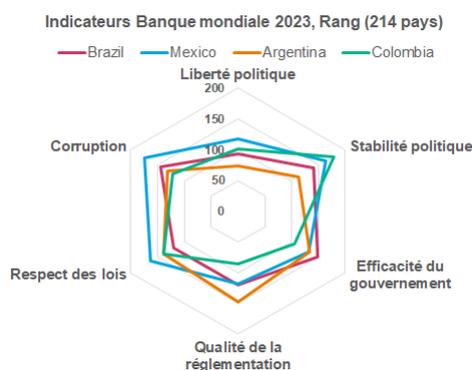
application sera progressive de 2026 à 2033, devrait permettre une harmonisation des taxes contribuant à la réduction du temps nécessaire pour l'acquittement des impôts et taxes, soit l'un des points faibles de l'environnement des affaires au Brésil. **Le deuxième volet de la réforme fiscale, qui touchera notamment les revenus, devrait être présenté au Congrès en 2025.** La sécurité au sein du pays reste aussi un sujet prioritaire pour le gouvernement qui envisage une restructuration des Forces de Sécurité du pays.

Les relations bilatérales avec les Etats-Unis devraient devenir plus incertaines et tendues concernant notamment la coopération sur les questions liées au changement climatique. Le Brésil demeure cependant globalement moins exposé à un éventuel changement de la politique commerciale et migratoire des Etats-Unis que le Mexique ou encore les pays d'Amérique centrale.

- **Amélioration du climat des affaires**

L'adoption de la réforme fiscale devrait simplifier le cadre fiscal et améliorer le climat des affaires. Par ailleurs, en avant-garde des nombreuses technologies numériques, **la banque centrale a lancé un projet pilote de monnaie numérique (Drex)** qui permettrait de réduire les coûts opérationnels des transactions et de combler les lacunes de la plateforme de paiement instantanée PIX¹². A noter enfin **la mise en place depuis février 2024 d'un mécanisme de protection contre le risque de change** en partenariat avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID), visant à offrir une couverture moins coûteuse aux entreprises désireuses d'investir au Brésil, notamment pour [des projets verts](#).

Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, **le niveau de corruption au Brésil reste toutefois encore élevé**, bien qu'à un niveau inférieur à celui observé au Mexique (Cf. graphique ci-dessus), portant préjudice aux décisions d'investissement.



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

5. POLITIQUE CLIMAT

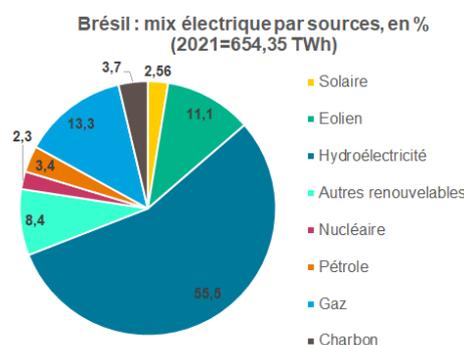
- **Une politique pro-climat plus active**

Le gouvernement du président Lula fait de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique l'une de ses priorités. Divers décrets visant à renforcer la protection de l'Amazonie ont été signés dès son arrivée au pouvoir¹³. **En 2021, sous la précédente administration, le pays avait déjà avancé de 10 ans l'horizon pour la neutralité carbone à 2050. Un décret qui instaure un cadre pour la création d'un marché réglementé du carbone a par ailleurs été créé en 2022.**

Les efforts contre la déforestation illégale et pour la réduction de 30% des émissions de méthane d'ici 2030, annoncés par l'ancien gouvernement lors de la COP 26, devraient être poursuivis.

La déforestation constituerait au Brésil la principale source d'émissions de GES du pays, suivi du secteur agricole qui lui-même contribue à la déforestation. La mise en place d'une politique de protection effective de la forêt amazonienne est une condition indispensable à l'atteinte par le Brésil de son objectif de neutralité carbone. A noter par ailleurs que le Brésil accueillera le prochain sommet sur le climat : la COP 30 en 2025.

La production d'énergie renouvelable est sur une tendance positive, avec une augmentation constante des capacités éoliennes et solaires. A noter par ailleurs que **l'énergie hydroélectrique est la principale source de production du pays** (Cf. graphique) alors qu'à peine 25% du potentiel hydroélectrique du pays serait utilisé.



Le pays reste par ailleurs vulnérable aux changements climatiques, en témoignent les inondations de fin avril 2024 dans l'Etat do Rio Grande do Sul, au sud du pays, dont les dégâts sont estimés au moins à 2 Md USD à la mi-mai (soit environ 0,1% du PIB de 2023).

autres taxes actuellement prélevées tant au niveau fédéral, étatique que municipal.

¹² Le PIX a été lancée par la BC en novembre 2020. Il a contribué à l'inclusion financière et à la réduction des coûts de transaction (les virements sont gratuits, mais certaines limitations s'appliquent).

¹³ Une commission interministérielle pour la prévention et le contrôle de la déforestation a été créée.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.